



LES PROJETS A EFFET RAPIDE

# QIPS



# Quelle vision pour les Projets à effet rapide ?

*Les Projets à effet rapide, plus connus sous l'appellation QIPs (de l'Anglais « Quick impact projects ») sont l'une des mesures prises par l'ONU pour garantir aux Opérations de paix plus de succès et de crédibilité. Quelles sont les facettes de ce concept ?*

**A**ux Nations Unies, les QIPs prennent leur source dans le rapport du Groupe d'étude sur les Opérations de paix ou Rapport Brahimi. Publié en l'an 2000, ce document a suggéré « qu'un petit pourcentage (1%) soit mis à la disposition du Représentant Spécial du Secrétaire général afin de financer durant la première année de mission des projets à impact rapide en faveur de la population hôte (...) ». Ces projets se caractérisent généralement par trois facteurs bien établis : la durée, l'étendue et le mode d'exécution.

Selon une directive du Département des opérations de maintien de la paix (DOMP) publiée en 2013, les QIPs sont « de projets de petite échelle mis en œuvre en un laps de temps en faveur de la population ». Ils fournissent à la Mission d'opportunité d'assurer que son travail en appui aux autorités progresse conformément à son plan d'action et aux besoins immédiats de la population.

Pour le cas de la MINUSTAH, les QIPs ont permis de renforcer les services publics par divers appuis comme la réhabilitation ou la construction de commissariats de police et de tribunaux de paix, la création de systèmes d'adduction d'eau ou d'irrigation agricole, la réduction de la criminalité via l'installation de lampadaires solaires ou la construction de centres de santé.

## Les autres conceptions des QIPs

La directive du DOMP reconnaît par ailleurs que d'autres acteurs réalisent des QIPs motivés par d'autres conceptions. C'est notamment le cas des forces armées déployées hors mandat onusien à l'image



de l'Armée américaine pendant le séisme de 2010 en Haïti. Dans le cadre de la coopération civilo-militaire (CIMIC), un déploiement unilatéral donne aux forces armées l'opportunité d'exécuter des QIPs dans l'intention de faciliter la coopération avec les civils.

A l'instar des militaires, tout acteur intervenant à l'étranger, ONG internationale ou Ambassade étrangère, peut prendre l'initiative d'un QIP en lui donnant le contenu voulu.

## Ce que les QIPs ne sont pas

Les QIPs doivent s'attaquer aux problèmes réels de la population de la zone de déploiement. Néanmoins, ils ne sont pas pour

autant des projets d'urgence ou de développement.

Leur mise en œuvre est encadrée par des garde-fous pour éviter de faire de l'humanitaire sans en avoir le mandat et éviter la duplication des activités. L'humanitaire obéit à des normes et principes que les acteurs sont tenus de respecter. Cela relève des agences spécialisées. Par exemple, le HCR vise à protéger les réfugiés, l'Unicef à préserver les intérêts des enfants, le PAM travaille à assurer la sécurité alimentaire et le PNUD se concentre sur les questions de développement ■

# Les QIPs rapprochent les acteurs



Les Opérations de paix de l'ONU se déroulent le plus souvent dans un espace où l'aide humanitaire et les activités de développement sont en cours. Les QIPs qui se déploient dans cet espace doivent tenir compte de ces actions en cours.

Les agences de l'ONU et les ONG humanitaires internationales ne font pas des QIPs leur première préoccupation parce que ceux-ci ne sont pas au cœur de leur mandat. Mais, suivant leur domaine d'expertise, elles peuvent devenir des partenaires de mise en œuvre de QIPs.

Ainsi, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a exécuté plusieurs QIPs en Haïti – financés par la MINUSTAH – et ailleurs comme le rappelle Brad Mellicker, qui coordonne le Groupe sectoriel de gestion des camps et abris. « Nous avons eu plusieurs partenariats avec la

MINUSTAH dans le cadre des QIPs. Pour l'exercice 2011-2012 en particulier, nous avons réhabilité une route dans le département du Sud-est », explique-t-il.

Les acteurs de développement marquent davantage leur distance à l'égard des QIPs. C'est ce qu'explique Emile Padja de Handicap International : « Les actions de développement visent le long terme en s'attaquant aux problèmes structureaux plutôt que l'effet immédiat », relève-t-il.

Malgré le fait que les QIPs ne se situent pas au cœur des urgences et du développement, le DOMP recommande aux responsables des Missions de maintien de la paix de se mettre d'accord avec les membres de l'Equipe pays de l'ONU pour que tout le monde ait la même compréhension du concept et note les apports de ce type d'activités.

Le responsable de l'Unité QIPs en Haïti, Matteo Menin ne perd pas de vue cette recommandation. « Les Agences de l'ONU suivent la gestion des QIPs à travers le Représentant spécial Adjoint du Secrétaire général qui est le Coordonnateur humanitaire. Mais en plus de cela, nous communiquons régulièrement sur les QIPs à travers les activités des groupes sectoriels », explique-t-il.

En retour, ces organisations renseignent et aident les acteurs locaux à trouver un appui financier auprès du bureau QIPs pour la mise en œuvre de leurs projets.

Une telle coordination entre acteurs permet de respecter le mandat et le domaine d'intervention de chacun pour plus d'efficacité. Aussi limités et brefs soient-ils, les QIPs peuvent contribuer dans une certaine mesure aux actions d'aide et de développement ■

# A Gascogne, les agriculteurs font le bilan d'un QIP

*Entre 2009 et 2011, la construction d'un système d'irrigation et son extension a contribué au développement agricole de la communauté paysanne de Gascogne, section communale de Mirebalais, la deuxième plus importante ville du Plateau Central.*

**E**n 2009, la MINUSTAH a décidé de financer, à travers son Unité de projet à effet rapide (QIP), la construction d'un système d'irrigation agricole de 300 mètres linéaires en maçonnerie et la réhabilitation de 400 mètres linéaires de canaux en terre battue. Ce fut le début d'une collaboration entre la Mission et l'Organisation des Paysans de Gascogne (OPG), rebaptisée Organisation des Paysans du Centre (OPC).

Plus tard, en 2010, des visites d'évaluation sur le terrain et une collecte de données par l'OPG auprès des paysans ont permis de constater que la production du pois a triplé. La communauté des 500 planteurs et bénéficiaires directs a tout de suite senti la différence.

« Notre semence moyenne est de 35 marmites de pois noirs. Elle nous rapportait environ 400 marmites. Aujourd'hui, nous disons, non sans une certaine modestie, que nous en récoltons trois fois plus », confirme Pierre Jean-Claude Louimé, un planteur et ancien membre du Conseil d'Administration de la Section Communale (CASEC).

Forte de ces résultats, en 2011, l'ONG a obtenu un financement pour l'extension du système existant.



Cette deuxième phase a permis la construction de 300 nouveaux mètres linéaires de canaux en maçonnerie, la réhabilitation en terre battue de 500 mètres linéaires de canaux, la construction d'un bassin piscicole, l'achat et la distribution de plus de 700 alevins (petits poissons) et la formation des agriculteurs en pisciculture.

L'extension du système d'irrigation étant effective, les travailleurs de la localité de Marcelin peuvent tout de suite s'adonner au développement de la culture maraîchère, une culture qui nécessite beaucoup d'eau, de manière constante. En

plus de leur production fétiche, le pois noir, les terres fertiles de Gascogne produisent désormais la pistache, la tomate, le piment, le poivron, la laitue, le gombo, le chou, l'aubergine, des variétés de bananes, plusieurs variétés de pois, le riz et le petit mil.

Outre ces productions, le bassin piscicole apporte un plus de production alimentaire dans la zone et ses localités avoisinantes. Des marchandes qui utilisent la production de ces nouveaux bassins ne cachent pas leur satisfaction. « Je perds moins de temps tout en gagnant plus d'argent,

j'économise en frais de transport et je cours moins de risque quant à la qualité du produit », se félicite Odette Raphaël, qui vend le poisson depuis près de 20 ans.

### Un conflit social dissipé

Des changements se sont produits dans la vie des planteurs de la communauté de Marcelin depuis la mise en œuvre du projet. « Pour irriguer mes plantations, je disposais à peine de quelques centaines de mètres linéaires de canaux en terre battue », raconte Jean Sauverne. « Je devais quitter mon lit à des heures indues de la nuit pour espérer avoir un peu d'eau, cela souvent avec des bagarres ».

« Pendant un bout de temps, les planteurs situés en amont des canaux et ceux placés en aval ne se saluaient même plus », raconte pour sa part Pierre Louime, expliquant que ses collègues habitant en amont de la source voulaient tout garder pour eux.

Depuis la construction des canaux d'irrigation, la tension autour des ressources en eau a baissé, les champs étant équitablement et simultanément irrigués. De même, la coupe de palmiers pour servir de conduits d'eau sur des dizaines d'hectares de terre a cessé.

Economiquement enfin, le développement agricole de la zone a des répercussions positives sur la vie des habitants de la zone. « En plus des nouveaux investissements consentis et des économies que j'ai réalisées, contrairement aux années précédentes, tous mes enfants vont à l'école », explique avec fierté Ducroix Bissainte. Ce paysan de 35 ans et père de 8 enfants possède un compte d'épargne dans une coopérative locale, des animaux placés en élevage et trois motos-taxi. « Avant l'installation des canaux d'irrigation, je pouvais à peine envoyer trois de mes enfants à l'école et en plus, j'étais couvert de dettes », confie-t-il.

De même, Andréa Jean-Baptiste, qui élève seule cinq enfants, a aujourd'hui un toit. « J'ai loué une maison de trois chambres pour loger mes enfants, grâce à mes récoltes de haricots », dit-elle. Et tous les enfants vont à l'école.

« Les travaux sur l'ensemble du périmètre irrigué et drainé, outre leurs bienfaits pour la production agricole, réduisent les risques d'inondations et rendent moins vulnérables les ménages qui vivent dans la zone irriguée et ses environs », explique ainsi Gabriel Gardère, coordonnateur de l'Organisation des Paysans du Centre.

Il soutient que la collaboration avec la MINUSTAH a permis aussi à l'organisation

de renforcer sa structure pour mieux répondre aux besoins des paysans du Plateau central, notamment ceux du Bas Plateau. « Grâce aux projets de la MINUSTAH, l'OPC notre organisation est devenue un modèle pour d'autres organisations en développement qui avaient besoin d'accompagnement pour faciliter leur autonomie. Nous en parrainons plusieurs aujourd'hui », assure Gardère ■

## Nord-ouest : de l'eau dans le désert

*A l'instar de plusieurs villes d'Haïti, l'eau potable est une denrée rare dans la commune de Bombardopolis, à 65 km de Port-de-Paix dans le département du Nord-ouest. Pourtant, cette ville vieille de 154 ans est entourée par la mer. Des initiatives se multiplient pour apaiser les souffrances de ses quelque 30 000 habitants.*



**L**e soleil chauffe en cette fin de matinée dans la petite localité de Clénette (2e Section communale de Bombardopolis). Autour de l'unique point

d'eau de la zone, jeunes et moins jeunes, femmes et hommes, font le pied de grue pour obtenir quelques gallons (5 litres environ) d'eau potable. Ils viennent des

localités environnantes, ou de bien plus loin : Grand Boulay, Cadelon, Bouko.

Marie Villasso, une dame d'un certain âge, s'échine sur la pompe à pression pour obtenir le précieux liquide. Lorsque, au bout de l'ultime poussée, son second gallon déborde d'eau fraîche, elle souffle enfin, sous les regards envieux de ceux qui attendent désespérément leur tour.

« J'ai fait plus de trois heures de route pour trouver l'eau. Je fais cela chaque jour », confie cette mère de 12 enfants. Trempée de sueur, le souffle court, Mme Villasso a dû attendre son tour pendant deux heures, une fois arrivée sur place. Elle aura encore besoin de beaucoup d'énergie pour couvrir les trois heures de marche qui la séparent de son domicile, à Pélissier II.

Et pourtant, Marie Vilasso ne se plaint pas. « Avant la construction de ce puits, nous allions beaucoup plus loin, dans la zone de Bouko. Là-bas, l'eau n'est pas propre, elle nous rendait malades, mes enfants et moi », explique-t-elle.

Depuis que le puits fonctionne, il est envahi pendant toute la journée et une bonne partie de la nuit. Certains, pour éviter les bousculades, préfèrent s'approvisionner au crépuscule. C'est le cas notamment des personnes âgées.

### Coupe anarchique des arbres

Plusieurs raisons expliquent cette raréfaction de l'eau potable à Clenette. Notamment, la coupe anarchique des arbres. « Le constat au niveau de l'environnement est préoccupant. La production de l'énergie et l'exportation sont la cause du déboisement très avancé. Plus de 80% de l'énergie provient du charbon de bois », explique Kerly Petit-Dieu, le Directeur régional de l'Agriculture. En outre, la commune de Bombardopolis se trouve sur un plateau de 700 m d'altitude, exposé à une longue période de sécheresse de novembre à mai. La région est l'une des plus pauvres et des plus sèches d'Haïti.

Ainsi, la MINUSTAH, associée à d'autres partenaires (Caritas Port-de-Paix et Fidcon

– une organisation humanitaire tchèque) a financé la construction de dix puits artésiens dans le Bas Nord-ouest dont cinq dans la commune de Bombardopolis. Afin de trouver l'eau si rare dans la zone, certains dépassent les 60 mètres de profondeur. La contribution de la Mission onusienne s'élève à environ 50 000 dollars américains.

Fer de lance de la quête de l'eau à Bombardopolis, le curé de la paroisse, le Père Cholet Augustin, explique que « les enfants abandonnaient l'école pour aller chercher de l'eau pour toute la famille ». Avec la construction de ces puits artésiens, il espère ainsi les voir reprendre le chemin des classes.

Dans la localité de Sous-Pont, un puits a été inauguré en février 2013. Il est géré par un comité mis sur pied afin de maintenir l'ordre et la discipline, et assurer la maintenance de l'ouvrage.

Merguenisse Mentor, mère de 7 enfants, est responsable du comité. Sa maison se trouve à quelques encablures du point d'eau dont elle assure la surveillance. En plus de procurer de l'eau potable à sa famille, ce projet lui a donné une belle opportunité. « Grâce à l'installation du point d'eau, j'ai eu l'idée de créer un jardin. Je travaille, même en période de sécheresse, parce que je ne dépends plus de la pluie pour arroser mes plantes », se réjouit-elle.

Tout autour du point d'eau, en effet, s'étend un jardin verdoyant. Bananiers, haricots, manioc, épinards, choux, mazombel (une variété prisée de tubercule, NDLR) poussent le long des allées bien entretenues. Au grand bonheur de Merguenisse, les pertes d'eau au niveau du puits se déversent dans son jardin.

Alors qu'y éclosent les bourgeons, portant la promesse de nombreux fruits à venir, les habitants de ce pays aride rêvent à un bel avenir...



# Ce qu'ils disent des QIPs



Myrty Justin, Fort-Liberté (ADLF), Nord-est

« Le bord de mer, jadis insalubre et infréquentable, est devenu un lieu de brassage, avec la création de cet espace vert. Maintenant, il est un lieu de rencontres et de fraternité. »



Evantz Jean-Baptiste, Belladère (APROSEB), Centre

« Pour moi, le système d'irrigation de 800 mètres mis en service en 2013 à Croix-Fer et Lagouasse, va permettre aux paysans d'accroître sensiblement leurs revenus et d'améliorer leur conditions de vie. »



Vidal Chevalier, Chambellan, Grande-Anse

« L'inauguration du dispensaire de Boucan est la matérialisation d'un rêve de la Mairie et de la population qui a longtemps souffert de l'absence de soins de santé. »



Chantal, habitante de Fond-Doux, Ouest

« Grâce à l'adduction d'eau à Fond-Doux, nous les femmes n'allons plus faire des kilomètres pour se procurer de l'eau. Et les maladies dues à la mauvaise qualité de l'eau utilisée autrefois ont nettement diminué. »



Jean Célion Dargout, l'Acul, Ouest

« Avec ce matériel fourni par le projet de modernisation de la pêche à Acul, nous sommes en mesure de pêcher en haute mer et de rapporter des poissons de qualité. »



Jean Renaud, Maire du Cap-Haïtien

« Je suis ravi d'avoir un beau palais municipal flambant neuf dans la deuxième ville du pays. Cela est très important pour l'image d'Haïti. »



Guerlange Clerjour, Directrice de l'Ecole nationale Lafitte, Abricots, Grande-Anse

« Auparavant, l'Ecole nationale Lafitte était logée dans une chapelle appartenant à l'Eglise Catholique. Les classes n'étaient pas séparées. Avec le projet de construction de l'école, les enseignants et les élèves seront plus motivés dans leurs activités. »



Hugo Charles, Délégué départemental du Nord-est

« Aujourd'hui, grâce au soutien de la MINUSTAH, nous essayons de rattraper le grand retard que notre région accuse. »

# Bilan des QIPs avec Matteo Menin, responsable de l'Unité



Ces projets seront financés suivant les priorités de l'Assemblée Générale des pays membres de l'ONU, notamment l'accès à l'eau dans le but de faire régresser les maladies hydriques (comme le choléra), les infrastructures publiques et le renforcement de l'état de droit.

**DDM: Quels sont les défis auxquels vous faites face dans la gestion des QIPs ?**

MM: L'un des défis c'est la contrepartie que la MINUSTAH attend du partenaire en reconnaissance de ce qu'il reçoit. La contrepartie exigée du partenaire n'est pas toujours apportée même si cela est prévu dans le projet.

**Dossiers du Mois: Après 9 ans de présence en Haïti, quel est l'apport des QIPs dans les activités de la Mission ?**

Matteo Menin: Les QIPs offrent à la Mission l'opportunité d'assurer que son travail en appui aux autorités progresse conformément à son plan d'action et aux besoins immédiats de la population. Ces projets ont permis la construction des tribunaux, des commissariats de police et des mairies. Ces réalisations intéressent la population parce qu'elles ont été réalisées à sa demande, et elle sait à quoi sert un commissariat de police ou une mairie.

Les impacts des Projets à effet rapide sont réels. Une étude l'a démontré en 2012 : ces impacts sont concrets. Ce sont les tribunaux de paix, la Cour suprême, les

commissariats de police, les mairies, les points d'eau, les centres de santé, le centre météorologique national... En bref, les QIPs ont contribué à la reconstruction du pays après le séisme de janvier 2010.

**DDM: Pour l'exercice 2013-2014, combien de projets QIPs vont être financés et quelle sera la priorité ?**

MM: Pour cette année, nous avons une expression de besoins qui se chiffre à cinq millions de dollars comme l'an passé. Au vu de ce budget, nous sommes en mesure de financer 138 projets répartis entre les 10 départements, soit 12 à 13 projets chacun, mais il y en aura plus là où le besoin est plus grand.

Il y a ensuite le défi de gestion des cycles de projets. Il n'est pas facile pour nos partenaires de mettre en œuvre un projet en assurant le suivi interne des activités.

Il y a enfin une difficulté liée à l'informel, la lenteur administrative et la centralisation des décisions. Lorsque vous voulez obtenir de votre partenaire une signature, il faut renvoyer le document à Port-au-Prince parce que votre répondant local n'est pas autorisé à le faire.

Ce sont autant de défis à relever. Nous développons constamment des stratégies pour que les QIPs résolvent les problèmes de la population comme le prévoit la Directive ■

# Qu'est-ce qu'un QIP ?



*Le concept de Projet à effet rapide (QIP) se définit généralement par trois facteurs: sa durée, son étendue et son mode d'exécution. Les QIPs sont des projets d'échelle réduite, faciles à réaliser, planifiés et exécutés en un laps de temps bref, en faveur de la population.*

*En Haïti, les QIPs sont utilisés notamment pour la rénovation ou la construction de bâtiments publics – mairies, tribunaux, délégations, etc... ou pour améliorer l'accès de la population aux services de base – aménagements de puits, systèmes d'irrigation, centres de santé.*

## ► Procédures de demande de financement de QIPs

Pour être considéré, un projet doit, en général, répondre aux conditions suivantes :

1. Le projet doit avoir un effet rapide et être visible;
2. Le budget doit être bien détaillé et inférieur ou égal à 50 000 USD;
3. Le projet doit être réalisable en 6 mois au moins;
4. Le projet doit bénéficier au plus grand nombre.

Toutefois, le fait qu'un projet réunisse toutes ces conditions ne garantit pas automatiquement son acceptation.

Les QIPs peuvent être exécutés par les ONG nationales ou internationales, les partenaires gouvernementaux, les Agences des Nations Unies et par la MINUSTAH elle-même. Les partenaires des projets doivent s'être concertés avec les autorités sectorielles ou locales concernées (Ministères, Mairies, Délégations) et la population bénéficiaire.

Un comité de sélection des projets se réunit régulièrement dans chaque Bureau régional.

## ► Où déposer son dossier?

Déposez vos dossiers tout au long de l'année dans les bureaux régionaux de la MINUSTAH ou, en région métropolitaine, au bureau de la MINUSTAH, Delta Camp, sis à Tabarre, près de l'Ambassade des Etats-Unis.

Téléchargez le formulaire de demande, le guide de projet à l'adresse:  
<http://www.minustah.org/activites/affaires-civiles/qip/>

Pour obtenir des renseignements supplémentaires, veuillez adresser vos questions à [minustah-qips@un.org](mailto:minustah-qips@un.org) . <http://www.minustah.org/activites/affaires-civiles/qip/>

# DEPUIS 2004

**1380** Projets à effet rapide (QIPs)  
ont été réalisés pour un budget total de **31,4 M USD**

**3 catégories de projets :**



## 912 projets

de construction ou réhabilitation d'infrastructures et bâtiments publics (tribunaux, mairies, commissariats de police, prisons et écoles publiques)



## 152 projets

de formation et de sensibilisation, dans divers domaines : éducation civique, droits humains, santé et hygiène etc.



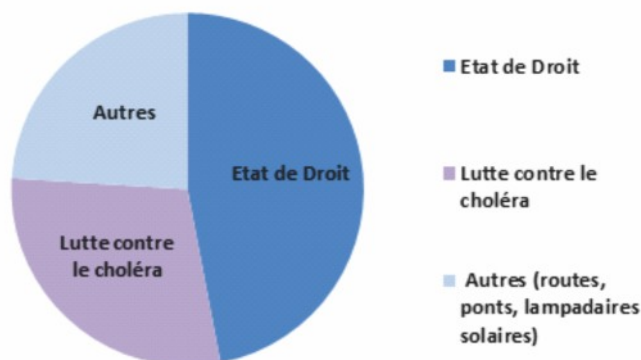
## 102 projets

pour le développement d'activités génératrices de revenus (agriculture, artisanat, commerce)

« Jadis, la mairie de Marigot fonctionnait dans un taudis qui inspirait quotidiennement aux employés l'idée d'abandonner leur poste ! Grâce à la construction de ce bâtiment, ils auront le moral pour faire leur travail au bénéfice de la population »

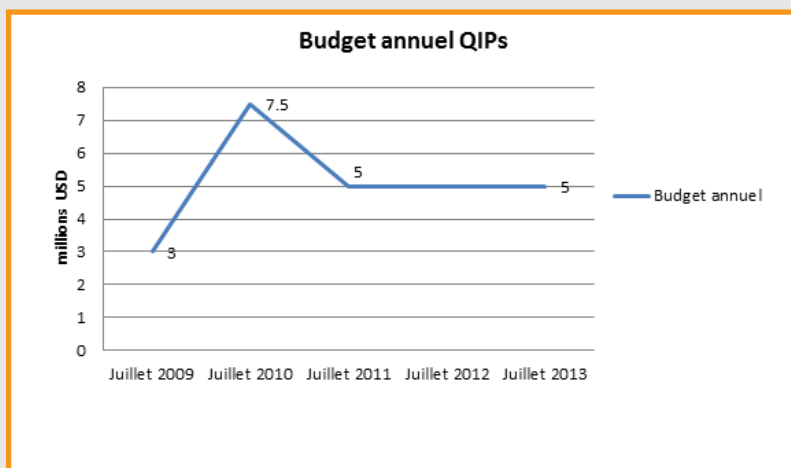
*Harry Louis de Jacmel*

Des projets selon les priorités de la Mission





Augmentation  
des QIPS  
depuis le séisme  
du 12 janvier 2010



# Depuis Juillet 2010

541 QIPs réalisés pour un budget de 19,8 M USD

« Grâce à l'adduction d'eau à Fond-Doux, il n'est plus besoin pour nous les femmes de faire des kilomètres pour se procurer de l'eau. Et les maladies dues à la mauvaise qualité de l'eau utilisée autrefois ont nettement diminué »

Chantal de Fond Doux

## 471 projets

de réhabilitation ou de construction d'infrastructures publiques dont :



### TRIBUNAUX DE PAIX

20 RÉHABILITÉS  
20 CONSTRUITS



### PRISONS

9 RÉHABILITÉES



### COMMISSARIATS DE POLICE

14 RÉHABILITÉS  
13 CONSTRUITS



### ECOLES PUBLIQUES

29 RÉHABILITÉES  
15 CONSTRUITES



### MAIRIES

6 RÉHABILITÉES  
9 CONSTRUITES



## 45 projets

projets pour le développement d'activités génératrices de revenus (agriculture, pêche, élevage, artisanat et commerces)



## 32 projets

projets de formation et de sensibilisation dont :

11 Formations en appui aux institutions haïtiennes

pour renforcer la bonne gouvernance, l'état de droit et le respect des droits de l'homme

5 formations en santé et hygiène

# Les QIPs... et après

*Comment les projets QIPs doivent imprimer leur marque à l'avenir si leur mise en œuvre focalise l'attention sur des résultats immédiatement mesurables ? Un défi pour ceux qui ont en charge l'exécution de ces types de projets.*

« A la planification, nous jetons les bases de la durabilité de nos actions. C'est-à-dire que nous prévoyons avec nos partenaires comment nos réalisations profiteront durablement aux communautés bénéficiaires », explique Roithner Anna KATARINA, responsable des Affaires civiles dans le Nord-ouest. Pour la construction d'une pompe à motricité humaine par exemple, la MINUSTAH et ses partenaires s'assurent que les réalisations seront entretenues et réparées en cas de panne. Selon elle, inscrire les actions dans la durée va au-delà du projet. « Pour permettre à nos partenaires d'être autonomes à la fin du projet, nous leur donnons des formations sur la préparation et l'exécution de projets, la gestion d'une association ou d'un groupement », précise Roithner. Grâce à cet encadrement, poursuit-elle, les partenaires locaux de la MINUSTAH peuvent au travers de ces préparations conduire des actions similaires dans la vie associative ou de développement.

Garantir la durabilité par les QIPs, c'est surtout suivre le plan de développement conçu par les autorités locales de sorte à respecter la cohérence dans les interventions des autres partenaires. L'Etat est impliqué à travers ses représentants et fait le suivi des projets financés par les QIPs. Cela permet de garantir une bonne exécution des projets mais aussi une caution pour la fiabilité de l'action et le respect des politiques de l'Etat. Leur rôle est déterminant à travers des conseils à la population.

Ce rôle, les représentants de l'Etat le remplissent bien, à l'instar du Maire de Hinche, Philippe Emmanuel. « La MINUSTAH est notre partenaire incontournable dans la commune de Hinche. Mais je compte sur chaque citoyen de cette commune pour pérenniser cette

œuvre réalisée avec votre entière et complète participation. Vous avez donné l'espace, votre courage et votre temps. Donc, cette œuvre elle est la vôtre, protégez-la », déclarait-il à ses constituants lors de la cérémonie d'inauguration d'un système d'adduction d'eau potable à



